GRUPE DE TRAVAIL SUR LE FUTUR DE L'ICCAT

RAPPORT DE LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE FUTUR DE L'ICCAT

(Sapporo, Japon –31 août-3 septembre 2009)

1. Ouverture de la réunion

La réunion a été ouverte par le Président de la Commission, Dr Fabio Hazin. M. Masanori Miyahara (Japon) a souhaité la bienvenue aux participants. Ils ont tous deux souligné l'importance de cette réunion qui est la première d'une série de réunions destinées à s'engager dans le processus du renforcement de l'ICCAT.

La liste des participants est jointe en tant qu'**Appendice 2**.

L'ordre du jour a été adopté sans changement et est joint en tant qu'**Appendice 1**.

2. Election du Président

Mlle Deirdre Warner-Kramer (Etats-Unis) a été élue Présidente de la Réunion du Groupe de travail sur le futur de l'ICCAT.

3. Désignation du Rapporteur

Mlle Melanie D. King (Etats-Unis) a été désignée Rapporteur.

4. Plan de travail du Groupe de travail

Le Groupe de travail a examiné son mandat et a décidé qu'il étudierait les recommandations formulées dans l'évaluation des performances de l'ICCAT, dans le rapport de la Seconde réunion conjointe des ORGP thonières (Kobe II) ainsi que dans d'autres documents élaborés par le Secrétariat. Il a également décidé de recommander à la Commission de traiter les questions concernant de possibles amendements à la Convention de l'ICCAT et d'autres actions qui pourraient être entreprises pour améliorer l'efficacité de l'ICCAT.

5. Examen de la Convention de l'ICCAT, y compris son processus de prise de décisions et sa structure, en prenant notamment en considération:

- a) *Les développements dans le droit international, depuis la signature de la Convention (1966), y compris les conventions, les recommandations et les résolutions des autres Organisations Régionales de Gestion des Pêches*
- b) *Les questions issues des réunions conjointes des ORGP thonières*
- c) *L'évaluation des performances de l'ICCAT*

Le Groupe de travail a examiné la Convention de l'ICCAT en tenant compte des recommandations de l'évaluation indépendante des performances de l'ICCAT, du rapport de Kobe II, des pratiques d'autres ORGP et des avancées dans le droit international depuis la signature de la Convention. Le Groupe de travail s'est notamment concentré sur les recommandations de l'évaluation indépendante des

performances et a étudié quelles étaient les recommandations qui pourraient impliquer des modifications à la Convention de l'ICCAT.

Le Groupe de travail a identifié plusieurs priorités que devrait envisager la Commission dans le cadre de possibles amendements à la Convention de l'ICCAT.

Approche de précaution. Le Groupe de travail a envisagé la possibilité de solliciter un avis au SCRS sur la meilleure façon de refléter l'approche de précaution dans la Convention. Certaines Parties ont indiqué que l'Accord sur les stocks de poissons des Nations unies de 1995 fournissait un libellé utile à ce titre. Le Groupe de travail a également noté que l'inclusion de l'approche de la précaution dans la Convention pourrait impliquer un examen de l'objectif de la Convention en lui-même.

Considérations écosystémiques, y compris les prises accessoires. Le Groupe de travail a fait observer que l'Article IV.1 de la Convention pourrait notamment devoir être révisé afin de permettre l'étude scientifique de toutes les espèces associées aux pêcheries de l'ICCAT, de même que l'Article VIII.1 afin de permettre l'adoption de mesures de conservation et de gestion pour couvrir les espèces capturées conjointement avec les pêcheries gérés par l'ICCAT. Il a été constaté que l'Accord sur les stocks de poissons des Nations unies de 1995, ainsi que d'autres accords des ORGP thonières, incluait un libellé qui pourrait servir de modèle à la Convention de l'ICCAT.

Régime de contributions. Le Groupe de travail a noté que la Commission devrait envisager d'apporter des améliorations au processus de calcul des contributions des Parties contractantes afin de le simplifier, de le rendre plus transparent, plus prévisible et équitable. Certaines Parties ont précisé que le régime actuel était déphasé par rapport à la valeur actuelle des pêcheries de l'ICCAT, en raison, notamment, de la pratique consistant à baser les contributions sur le volume total de prise et de mise en conserve, sans tenir compte de la valeur des prises réalisées par les CPC dans les pêcheries respectives de l'ICCAT. Bien que le Groupe de travail ait reconnu que la révision de cet aspect de la Convention pourrait s'avérer un processus particulièrement long et difficile, notamment au vu du processus visant à développer et adopter le Protocole de Madrid, il a considéré qu'il s'agissait d'une tâche importante.

Dispositions aux fins du renforcement de la participation des non-Parties à la Convention. Le Groupe de travail a reconnu que la Convention pourrait être amendée afin d'inclure la possibilité que les entités et entités de pêche ayant un vif intérêt dans les pêcheries de l'ICCAT s'engagent à appliquer les mesures de l'ICCAT et à maintenir des rapports plus étroits et plus stables avec la Commission, comme cela a été réalisé au sein d'autres ORGP thonières.

Processus de la prise de décisions. Le Groupe de travail recommande que la Commission envisage des amendements qui pourraient permettre une certaine flexibilité afin d'ajuster le délai d'entrée en vigueur des recommandations, en temps plus opportun, conformément à l'Article VIII, la clarification des normes de vote, l'établissement d'une exigence en vertu de laquelle le recours au vote ne devrait se produire que lorsque les efforts déployés en vue d'un consensus ont échoué, des conditions et un processus supplémentaires adéquats pour la procédure d'objection, sans préjudice du droit des CPC à soumettre une objection, ainsi que l'adoption de procédures pour le règlement de différends.

Renforcement des capacités et assistance aux Etats en développement. Le Groupe de travail a pris note des dispositions des conventions d'autres ORGP, qui mettent en place des mécanismes formels aux fins de l'assistance aux Parties-Etats en développement, et il a recommandé que la Commission envisage d'inclure ce type de disposition dans la Convention.

L'**Appendice 3** comporte un résumé de ces questions prioritaires aux fins d'examen. Un consensus général s'est dégagé sur le fait que tout changement à apporter à la Convention devrait consister en des amendements aux articles clefs et qu'il n'était pas nécessaire, à ce stade, de rédiger une nouvelle convention. Tout en reconnaissant que d'autres questions relatives à la Convention pourraient être

soulevées par les CPC, le Groupe de travail a recommandé que la Commission se penche sur les questions prioritaires identifiées à l'**Appendice 3** et détermine les prochaines actions pertinentes à ce titre.

6. Autres actions nécessaires pour le renforcement de l'ICCAT

Sur la base des questions prioritaires identifiées ci-dessus, des recommandations de l'évaluation des performances de l'ICCAT, du rapport de Kobe II et d'autres questions auxquelles l'ICCAT est actuellement confrontée, le Groupe de travail a également envisagé des actions, incluses à l'**Appendice 4**, que la Commission, ou, dans certains cas, les organes spécifiques de la Commission, devraient entreprendre, lesquelles produiraient des résultats plus immédiats en ce qui concerne le renforcement des travaux de l'ICCAT.

Le Groupe de travail a fait observer que le Comité d'évaluation des performances avait recommandé que la Commission envisage la nécessité d'adopter l'approche écosystémique ou une gestion basée sur l'écosystème de façon plus formelle et systématique. Le Président du SCRS a présenté un document qui mettait en évidence des considérations et des options importantes (**Appendice 5**).

Le Groupe de travail a reconnu que des fonds et des ressources considérables supplémentaires, visant à apporter un soutien au suivi et à la recherche au sein des CPC, seront indispensables pour réaliser ces travaux et qu'il est prévu que la mise en œuvre, l'expérimentation et l'adaptation de la gestion basée sur l'écosystème nécessiteront de nombreuses années ainsi que des investissements considérables en matière de recherche et de collecte des données. Néanmoins, le Groupe de travail a identifié des moyens de progresser, notamment par le biais du renforcement des programmes d'observateurs, des programmes de marquage et de l'échantillonnage au port.

Etant donné qu'il est nécessaire de s'assurer que toutes les principales flottilles qui prennent part aux pêcheries de l'ICCAT coopèrent à la gestion de celles-ci, le Groupe de travail a recommandé que la Commission adopte des mesures provisoires en vue d'accroître la capacité des Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes à participer de manière significative à l'ICCAT.

Le Groupe de travail a également recommandé d'établir un projet pilote aux fins de l'utilisation de la matrice de stratégie de Kobe II. De nombreuses recommandations de l'évaluation des performances de l'ICCAT sollicitent des décisions de gestion basées sur la science et l'application de l'approche de précaution en tant que pratique générale devant être adoptée par l'ICCAT ainsi que dans des cas spécifiques de gestion des stocks. Afin d'envisager l'applicabilité de la matrice de stratégie de Kobe II dans le cadre de l'ICCAT, le Groupe de travail a recommandé que le SCRS, à sa réunion de 2009, identifie les stocks et les mesures de gestion (TAC, taille minimum, saisons de fermeture, etc.) pour lesquels il existe suffisamment d'informations pour permettre des analyses du cadre temporel et des niveaux de probabilité. La matrice de stratégie de Kobe II demande aux gestionnaires des pêcheries de déterminer, tout d'abord, les objectifs de gestion (probabilités, cibles, délais) avant de demander aux scientifiques de réaliser des travaux à ce titre. Le Groupe de travail recommande, par conséquent, que l'ICCAT détermine, à la réunion annuelle de 2009, quels stocks, quelles mesures et quels objectifs de gestion sont pertinents pour les analyses. A la réunion annuelle de la Commission de 2010, la/les Sous-commission(s) pertinente(s) devrait(aient) examiner l'utilité de la matrice, en évaluant des alternatives de gestion. Sur la base des résultats de ces applications pilotes, la Commission pourrait envisager un élargissement potentiel de l'utilisation de cette matrice.

Le Groupe de travail a examiné un document présenté par les Etats-Unis en ce qui concerne les principes de la prise de décisions sur des mesures de conservation et de gestion (joint en tant qu'**Appendice 6**). Le Groupe de travail a pris note de ces principes et il a été noté qu'un examen approfondi était nécessaire afin de déterminer comment ces principes pourraient être appliqués dans la

pratique. La marche à suivre pourrait être d'appliquer ces principes comme partie intégrante du projet pilote aux fins de l'utilisation de la matrice de stratégie de Kobe II.

Le Groupe de travail a convenu que les analyses socioéconomiques devaient jouer un rôle dans la prise de décisions de l'ICCAT. Le Groupe de travail a fait observer que des précisions supplémentaires étaient requises quant à savoir quelles considérations seraient incluses dans cette analyse et s'il serait plus pertinent de les réaliser par le biais du SCRS ou d'une autre instance. Le Président du SCRS a indiqué qu'il serait une bonne idée que la Commission demande au SCRS de développer un plan pour l'inclusion de données socioéconomiques dans ses travaux.

Le Groupe de travail a discuté de possibles changements structurels de l'ICCAT, y compris la consolidation de la responsabilité de toutes les pêcheries de thon rouge au sein de la Sous-commission 2 et du germon dans la Sous-commission 3. Le Groupe de travail a également envisagé la création d'une nouvelle Sous-commission 5 ayant la responsabilité des requins et des espèces associées. Le Groupe de travail a indiqué que ce changement pourrait avoir des implications sur les contributions des CPC et l'adhésion générale aux Sous-commissions. Il a recommandé que la Commission approfondisse l'étude de cette question.

Le Groupe de travail a vivement encouragé les deux Groupes de travail, sur la capacité et sur le suivi intégré, à poursuivre leurs travaux.

Le Groupe de travail a également recommandé que la Commission adopte des recommandations qui consolident toutes les mesures existantes applicables à une question. Certaines CPC ont estimé que la Commission devrait reconsidérer la question de la codification des mesures de l'ICCAT.

Le Groupe de travail a souligné l'importance cruciale des travaux relatifs au renforcement des capacités et à l'assistance aux CPC-Etats en développement. Il a été noté que ce renforcement des capacités et de l'assistance revêtaient une importance particulière dans les trois domaines suivants: (1) la collecte des données et les travaux scientifiques; (2) la mise en œuvre des obligations de l'ICCAT, en particulier le suivi, le contrôle et la surveillance; et (3) le développement des pêcheries de l'ICCAT. Le Groupe de travail a fortement recommandé que l'ICCAT développe une stratégie coordonnée aux fins des programmes de renforcement des capacités et d'assistance, ce qui pourrait inclure la collecte d'informations sur les besoins des CPC-Etats en développement, possiblement par le biais d'un questionnaire ou d'une enquête, et l'examen d'autres mécanismes pour l'assistance, tels que des programmes bilatéraux entre les CPC et des programmes similaires disponibles par le biais d'autres organisations. Le Groupe de travail a reconnu qu'il était important de s'assurer que les CPC-Etats en développement avaient connaissance de l'assistance potentielle déjà disponible.

Le Groupe de travail a recommandé que la Commission renforce l'appui au Président du Comité d'Application afin d'améliorer l'efficacité du processus du Comité d'Application et d'accroître l'application par les CPC des mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT ainsi que de la déclaration des données. Les recommandations formulées par le Groupe de travail à cet effet, jointes en tant qu'**Appendice 7**, incluent la création d'un Groupe de travail sur l'application afin d'aider à l'analyse de l'information et à la préparation des rapports, la création d'un programme de sanctions qui servirait de guide pour appliquer les sanctions aux CPC en infraction, et l'organisation d'une réunion du Comité d'Application à des dates différentes de celles de la réunion annuelle de la Commission, et avant celle-ci.

Le Groupe de travail a reconnu que les Sous-commissions de l'ICCAT ont la responsabilité d'étudier les questions spécifiques à chaque espèce et de développer les Recommandations appropriées aux fins d'examen par la Commission. A ce titre, le Groupe de travail estime que les Sous-commissions pertinentes doivent examiner, durant la 21^{ème} Réunion ordinaire de la Commission, les recommandations et conclusions appropriées, issues de l'évaluation des performances, telles que spécifiées à l'**Appendice 8**, en vue de la possible élaboration de Recommandations correspondantes de

l'ICCAT pour chacun des stocks référencés. Si une Sous-commission décide de ne pas entreprendre d'action vis-à-vis d'une Recommandation visée dans l'évaluation des performances, cette Sous-commission devrait soumettre une justification explicite de sa décision aux fins d'examen par la Commission.

La Turquie a fait part de son désaccord en ce qui concerne l'inclusion des recommandations 38 et 46 du Comité d'évaluation des performances dans la « Liste indicative des recommandations du Comité d'évaluation des performances aux fins d'examen par les Sous-commissions ». La Turquie a sollicité l'inclusion des recommandations 4 et 54 concernant les questions d'allocation aux fins d'examen par les Sous-commissions pertinentes. La Turquie a notamment indiqué que l'ICCAT avait déjà développé et adopté des mesures strictes visant au contrôle, au suivi et à la déclaration efficaces des captures, du transfert et de l'embouche du thon rouge dans le cadre des opérations d'engraissement à travers les Recommandations 08-05 et 08-12 de l'ICCAT, et que le processus de mise en œuvre du « Programme régional d'observateurs de l'ICCAT » avait été engagé. La Turquie a estimé qu'il n'y avait pas de raison de débattre une nouvelle fois de ces questions à la prochaine réunion de la Sous-commission 2 tant que l'ICCAT ne dispose pas des résultats de ce processus (rapports des observateurs, rapports d'application, etc.).

Le Groupe de travail a longuement discuté des questions liées aux allocations de quotas et au report de quotas non-utilisés. Le Groupe de travail a convenu que le développement d'une formule mathématique pour l'application des critères d'allocation n'était pas pratique. En ce qui concerne l'élimination des reports, bien qu'un certain accord ait été atteint sur la nécessité d'éliminer leur accumulation, certaines Parties ont noté qu'il était nécessaire de faire preuve de souplesse et il a été recommandé que les Sous-commissions examinent cette question stock par stock.

Le Groupe de travail a également encouragé le SCRS à étudier, à sa prochaine réunion, les recommandations formulées par le Comité d'évaluation des performances en ce qui concerne ses travaux, lesquelles sont jointes en tant qu'**Appendice 9**. Si le SCRS décide de ne pas entreprendre d'action vis-à-vis d'une Recommandation visée dans l'évaluation des performances, le SCRS devrait soumettre une justification explicite de sa décision aux fins d'examen par la Commission.

Le Groupe de travail a recommandé de se réunir une nouvelle fois à une date et en un lieu devant être déterminés par la Commission, mais de préférence dès que possible, afin de poursuivre ses travaux au vu des décisions et des actions prises par la Commission ainsi que d'autres activités.

7. Autres questions

Le Groupe de travail a indiqué que le futur de la Commission pourrait être fortement affecté par l'inscription des espèces relevant de l'ICCAT à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et qu'il était indispensable que l'ICCAT améliore généralement ses relations avec la CITES. Le Groupe de travail a apporté son soutien à l'initiative du Président de la Commission d'aborder cette question à la 21^{ème} Réunion ordinaire de la Commission qui se tiendra au mois de novembre 2009.

Aucune autre question n'a été débattue.

8. Adoption du Rapport

Le rapport a été adopté par correspondance.

9. Clôture

La réunion du Groupe de travail sur le futur de l'ICCAT de 2009 a été levée le 3 septembre 2009.

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion
2. Election du Président
3. Désignation du Rapporteur
4. Plan de travail du Groupe de travail
5. Examen de la Convention de l'ICCAT, y compris son processus de prise de décisions et sa structure, en prenant notamment en considération:
 - a) Les développements dans le droit international, depuis la signature de la Convention (1966), y compris les conventions, les recommandations et les résolutions des autres Organisations Régionales de Gestion des Pêches;
 - b) Les questions issues des réunions conjointes des ORGP thonières;
 - c) L'évaluation des performances de l'ICCAT ;
6. Autres actions nécessaires pour le renforcement de l'ICCAT
7. Autres questions
8. Adoption du Rapport
9. Clôture

LISTE DES PARTICIPANTS

PARTIES CONTRACTANTES***Président de la Commission*****Hazin**, Fabio H. V.

Commission Chairman, Universidade Federal Rural de Pernambuco - UFRPE / Departamento de Pesca e Aqüicultura - DEPAq, Rua Desembargador Célio de Castro Montenegro, 32 - Apto 1702, Monteiro Recife, Pernambuco.

Tel: +55 81 3320 6500, Fax: +55 81 3320 6512, E-Mail: fabio.hazin@depaq.ufrpe.br

Président du SCRS**Scott**, Gerald P.

SCRS Chairman, NOAA Fisheries, Southeast Fisheries Science Center Sustainable Fisheries Division, 75 Virginia Beach Drive, Miami, Florida, 33149.

Tel: +1 305 361 4261, Fax: +1 305 361 4219, E-Mail: gerry.scott@noaa.gov

BRESIL**Hazin**, Fabio H. V.*

Commission Chairman, Universidade Federal Rural de Pernambuco - UFRPE / Departamento de Pesca e Aqüicultura - DEPAq, Rua Desembargador Célio de Castro Montenegro, 32 - Apto 1702, Monteiro Recife, Pernambuco.

Tel: +55 81 3320 6500, Fax: +55 81 3320 6512, E-Mail: fabio.hazin@depaq.ufrpe.br

De Lima, Luis Henrique

Ministerio da Pesca e Agricultura

Esplanada dos Ministerios, Bloco D, 2º Andar, Edificio Sede, Sala 236, Brasilia, DF.

Tel: +55 61 321 83891; Fax: +55 61 3218 3886, E-Mail: niosno,a@seap.gov.br

* Chef de délégation.

Mourao, Andre

Ministry of External Relations, Ministerio das Relacoes Exteriores, Esplanada dos Ministerios, 70170-900 Brasilia.

Tel: +55 61 3411 8622, Fax: +55 61 3411 8617, E-Mail: aniyrai@mre.gov.br

Travassos, Paulo

Universidade Federal Rural de Pernambuco - UFRPE, Laboratorio de Ecologia Marinha-LEMAR, Departamento de Pesca e Aquicultura-DEPAq, Avenida Dom Manoel Medeiros s/n, Dois Irmaos, Recife, Pernambuco.

Tel: +55 81 3320 6511, Fax: +55 81 3320 6512, E-Mail: p.travassos@depaq.ufrpe.br

CANADA

Scattolon, Faith*

Regional Director-General, Maritimes Region, Department of Fisheries & Oceans, 176 Portland Street, Dartmouth, Nova Scotia, B2Y 1J3.

Tel: +1 902 426 2581, Fax: +1 902 426 5034, E-Mail: scattolonf@mar.dfo-mpo.gc.ca

McMaster, Andrew

International Fisheries Advisor, Straddling and Highly Migratory Fish Stocks, International Fisheries Directorate; Fisheries and Aquaculture Management; Fisheries and Oceans Canada, 8E233, 200 Kent St., 8th floor, Ottawa, Ontario K1A 0E6.

Tel: +1 613 993 1897, Fax: +1 613 993 5995, E-Mail: andrew.mcmaster@dfo-mpo.gc.ca; McMasterA@dfo-mpo.gc.ca

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Duarte de Sousa, Eduarda*

Principal Administrator, European Commission DG Maritime Affairs and Fisheries, J-99 3/36, Rue Joseph II, 99, 1049 Bruxelles, Belgique.

Tel: +322 296 2902 Fax: +322 295 5700 E-Mail: eduarda.duarte-de-sousa@ec.europa.eu

Grimaud, Vincent

European Commission DG Maritime Affairs and Fisheries, Rue Joseph II, 99, 1049 Bruxelles, Belgique.

Tel: +322 296 3320 Fax: +322 295 5700 E-Mail: vincent.grimaud@ec.europa.eu

Cau, Darío

Italian Fisheries Ministry, Viale dell'Arte 16, 00144 Roma, Italie.

Tel: +3906 5908 4527;+393479549438, Fax: +39 06 5908 4176, E-Mail: dariocau@yahoo.com; FMC@guardicostiera.it

Conte, Fabio

Dipartimento delle Politiche Europee e Internazionali, Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari e Forestali, Direzione Generale della Pesca Marítima e Acquacoltura, Viale dell'Arte 16, 00144, Rome, Italie.

Tel: +39 06 5908 4502, Fax: +39 06 5908 4176, E-Mail: f.conte@politicheagricole.gov.it

Fenech Farrugia, Andreina

Director Fisheries Control, Ministry for Resources and Rural Affairs, Veterinary Regulation Fisheries Conservation and Control, Barriera Wharf, Valletta, Malte.

Tel: +356 994 06894, Fax: +356 220 31221, E-Mail: andreina.fenech-farrugia@gov.mt

O'Shea, Conor

Regional Sea Fishery Control Manager, Sea Fisheries Protection Authority, West Cork Technology Park, Clonakilty, Cork, Irlande.

Tel: +353 23 88 59300, Fax: +353 23 88 59720, E-Mail: conor.o'shea@sfpa.ie

Segovia, Luis Fernando

Segundo Jefatura de Misión, Ministro Consejero, Embajada de España, 3-29 Roppongi 1-chome, Minato-ku 106-0032, Tokyo, Japon.

CORÉE (RÉP. DE)**Choi, Yongseok***

Embassy of the Republic of Korea in Japan, 1-2-5 Minami-Azabu, Minato-Ku, 106-8577 Tokyo.

Tel: +81 3-5476-3268, Fax: +81 03-3453-8964, E-Mail: 88badaro@hanmail.net

Park, Jeong Seok

Assistant Director, Ministry for Food, Agriculture, Forestry and Fisheries, International Fisheries Organization Division, 88 Gwanmunro Gwacheon-si, Gyeonggi-do 427-719.

Tel: +82 2 500 2417, Fax: +822 503 9174, E-Mail: icdmomaf@chol.com

Seok, Kyu-Jin

National Fisheries Research Development Institute, MIFAFF, 408-1 Sirang-ri, Gijang-eup, Gijang-Kun, 408-1, Busan.

Tel: +82-51-720-2321, E-Mail: icdmomaf@chol.com;piscas@mifaff.go.kr

CÔTE D'IVOIRE**Djobo, Anvra Jeanson***

Directeur des Productions Halieutiques, Ministère Production Animale et Ressources Halieutiques, 01 B.P. 5521, Abidjan 01.

Tel: +225 21 25 28 83//225 07930344, Fax: +225 21 350 409, E-Mail: jeanson_7@hotmail.com

EGYPTE**Osman, Mohamed Fathy***

Professor and Chairman of Fish Nutrition, Head of General Authority of Fisheries Resources Development (GAFRD), Department at the Faculty of Agriculture, Aim Shams University, 4, El Tayaran Street, Nasr City District, Cairo.

Tel: +202 226 20130, Fax: +202 2262 0117, E-Mail: osmohad30@yahoo.com; gafrd_eg@hotmail.com; ahmedSalem.gafrd@gmail.com**ETATS-UNIS****Lent, Rebecca***

Director, Office of International Affairs, National Marine Fisheries Service-NOAA, 1315 East-West Highway, Silver Spring, Maryland 20910.

Tel: +1 301 713 9090, Fax: +1 301 713 2313, E-Mail: rebecca.lent@noaa.gov

Rogers, Christopher

Chief, Trade and Marine Stewardship Division, Office of International Affairs, National Marine Fisheries Service/NOAA (F/IA), US Department of Commerce, 1315 East-West Highway- Rm. 12657, Silver Spring, Maryland 20910.

Tel: +1 301 713 9090, Fax: +1 301 713 9106, E-Mail: christopher.rogers@noaa.gov

Blankenbeker, Kimberly

Foreign Affairs Specialist, Office of International Affairs, National Marine Fisheries Service, 1315 East West Highway, Silver Spring, Maryland 20910.

Tel: +1 301 713 2276, Fax: +1 301 713 2313, E-Mail: kimberly.blankenbeker@noaa.gov

King, Melanie Diamond

NOAA - National Marine Fishery Service, 1315 East West Highway F/IA, Silver Spring 20910.

Tel: +1 301 713 2276, Fax: +1 301 713 2313, E-Mail: melanie.king@noaa.gov

Park, Caroline

NOAA Office of the General Counsel for Fisheries, 1315 East-West Highway, SSMC3 - Rm 15141, Silver Spring, Maryland 20910.

Tel: +1 301 713 9675, Fax: +1 301 713 0658, E-Mail: caroline.park@noaa.gov

Thomas, Randi Parks

US Commissioner for Commercial Interests, National Fisheries Institute, 7918 Jones Branch Dr. #700, McLean, VA, 22102.

Tel: +1 703 752 8895, Fax: +1703 752 7583, E-Mail: Rthomas@nfi.org

Warner-Kramer, Deirdre

Senior Foreign Affairs Officer, Office of Marine Conservation (OES/OMC), U.S. Department of State, Rm 2758, 2201 C Street, NW, Washington, DC 20520-7878.

Tel: +1 202 647 2883, Fax: +1 202 736 7350, E-Mail: warner-kramerdm@state.gov

FRANCE (SAINT-PIERRE ET MIQUELON)

Lemeunier, Jonathan

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture, 3, Place de Fontenoy, 75017 Paris, France.

Tel: +33 1 4955 4390, Fax: +33 1 4955 8200, E-Mail: jonathan.lemeunier@agriculture.gouv.fr

JAPON

Miyahara, Masanori*

Councillor, Resources Management Department, Fisheries Agency of Japan, 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-Ku, Tokyo 100-8907.

Tel: +81 3 3591 2045, Fax: +81 3 3502 0571, E-Mail: masanori_miyahara1@nm.maff.go.jp

Fukui, Shingo

Fisheries Agency of Japan, Government of Japan, 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-Ku, Tokyo 100-8907.

Tel: +81 3 3502 8204, Fax: +81 3 3595 7332, E-Mail: shingo.fukui@nm.maff.go.jp

Kuwahara, Satoshi

Fisheries Agency of Japan, Government of Japan, Far Seas Fisheries Division Resources Management Department, 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-Ku, Tokyo 100-8907.

Tel: +81 3 3502 8460, Fax: +81 3 3502 0571, E-Mail: satoshi_kuwahara@nm.maff.go.jp

Maruyama, Yasushi

Fisheries Agency, Government of Japan, 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-Ku, Tokyo 100-8907.

Tel: +81 3 3502 8460, Fax: +81-3-3502-0571, E-Mail: yasushi_maruyama@nm.maff.go.jp

Ota, Shingo

Senior Fisheries Negotiator, International Affairs Division, Fisheries Agency of Japan, 1-2-1 Kasumigaseki, Tokyo, Chiyoda-Ku, 100-8907.

Tel: +81 3 3591 1086, Fax: +81 3 3502 0571, E-Mail: shingo_ota@nm.maff.go.jp

ROYAUME-UNI (TERRITOIRES D'OUTRE-MER)

Parnell, Scott*

Sustainable Fisheries Manager, Polar Regions Unit, Overseas Territories Directorate, Foreign and Commonwealth Office, WH.2.302 King Charles Street, London, SW1A 2AH, Royaume-Uni.

Tel: +44 207 008 2614 Fax: +44 020 7008 2086, E-Mail: scott.parnell@fco.gov.uk

Ward, Deborah S.

Foreign and Commonwealth Office (UK), King Charles Street, London, SW1A 2AH, Royaume-Uni.

Tel: +44 020 7008 3986, Fax: +44 020 7008 2086, E-Mail: Debbie.Ward@fco.gov.uk

SENEGAL

Diop, Moussa*

Chef de Division Aménagement et Gestion à la Direction des Pêches Maritimes, Ministère de l'Economie Maritime, Direction des Pêches Maritimes, 1, Rue Joris, B.P. 289, Dakar.

Tel: +221 33 823 01 37, Fax: +221 33 821 4758, E-Mail: myccadiop@yahoo.fr;dopm@orange.sn

TURQUIE

Elekon, Hasan Alper

Engineer, Ministry of Agriculture and Rural Affairs, General Directorate of Protection and Control, Department of Fisheries, Akay Cad no:3 - Bakanliklar, Ankara.

Tel: +90 312 417 4176/3013, Fax: +90 312 418 5834, E-Mail: hasanalper@kkgm.gov.tr

**OBSERVATEURS DES PARTIES, ENTITÉS OU ENTITÉS DE PÊCHE NON-CONTRACTANTES
COOPÉRANTES**

TAIPEI CHINOIS

Huang, Hong-Yen*

Fisheries Agency, Council of Agriculture, No. 7^o-1, Sec1, Jinshan South Rd., 100 Taipei.

Tel: +886 7 823 9828, Fax: +886 7 815 8278, E-Mail: hangyen@ms1.fa.gov.tw

Kung, Ho-Hsin

Fisheries Agency, Council of Agriculture, No. 7^o-1m - Sec. 1, Jinshan South Rd., 100 Taipei.

Tel: +886 2 3343 6093, Fax: +886 2 3343 6128, E-Mail: hohsin@ms1.fa.gov.tw

Kuo, Chin-Lau

Taipei Economic and Cultural Representative Office in Japan, 20-2 Shirokanedai 5-Chome, Minato-Ku, 108-0071, Tokyo, Japan.

Tel: +81 3 3280 7886, Fax: 81 3 3280 7928, E-Mail: hongchy@ms49.nin

Hsia, Tracy, Tsui-Feng

Secretary, Overseas Fisheries Development Council, No. 19, Lane 113, Sec.4 Roosevelt Road, 106 Taipei.

Tel: +886 2 2738 1522 (Ext. 111), Fax: +886 2 2738 4329, E-Mail: tracy@ofdc.org.tw

Sung, Raymond Chen-En

Legal Adviser, Overseas Fisheries Development Council, No. 19, Lane 113, Sec.4 Roosevelt Road, 106, Taipei.

Tel: +886 2 2738 1522, Fax: +886 2 2738 4329, E-Mail: cesung2@gmail.com

Secrétariat de la CICTA

C/ Corazón de María 8 – 6th fl., 28002 Madrid, Spain

Tel: + 34 91 416 5600; Fax: +34 91 415 2612; E-Mail: info@iccat.int

Meski, Driss

Restrepo, Victor

Kebe, Papa

Seidita, Philomena

García-Orad, María José

Navarret, Christel

Interprètes

Faillace, Linda

Liberas, Christine

Linaae, Cristina

Meunier, Isabelle

Sánchez del Villar, Lucia

Tedjini Roemmele, Claire

Appendice 3

**RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES QUESTIONS PRIORITAIRES IDENTIFIEES
DANS LA REVISION DE LA CONVENTION DE L'ICCAT**

- Approche de précaution.
- Considérations écosystémiques, y compris les prises accessoires.
- Régime de contributions.
- Dispositions aux fins du renforcement de la participation des non-Parties à la Convention.

- Processus de la prise de décisions:
 - Délai d'entrée en vigueur des recommandations
 - Normes de vote
 - Procédures d'objection
 - Procédures de règlement des différends
- Renforcement des capacités et assistance aux Etats en développement

Appendice 4

RECOMMANDATIONS VISANT A D'AUTRES ACTIONS NECESSAIRES POUR RENFORCER L'ICCAT

Gestion basée sur l'écosystème

- La Commission devrait entreprendre l'identification d'une gamme plus complète d'objectifs pour les composantes écosystémiques de la zone de la Convention affectées par les flottilles, notamment ceux liés aux préoccupations qui vont au-delà des espèces cibles et devrait les rendre opérationnels.
- Le SCRS devrait alors utiliser les modèles qui incluent les meilleures connaissances de la dynamique de l'écosystème, qui tiennent compte des objectifs identifiés pour déterminer les lacunes critiques en matière de données ainsi que des processus écologiques, et orienter la recherche et la collecte des données nécessaires aux fins de l'expérimentation et de la mise en œuvre de la gestion des pêcheries basée sur l'écosystème (EBFM).
- Il est évident que les demandes de données pour une totale mise en œuvre de l'EBFM sont plus intenses que pour les approches de gestion des pêcheries ciblant une seule espèce, mais tant que les investissements et la recherche nécessaires ne seront pas réalisés, il ne sera pas possible de savoir quels sont les instruments de gestion optimaux et leurs exigences en matière de données pour l'EBFM. Toutefois, il est fondamental, au moins, de disposer d'informations détaillées exhaustives sur la composition des prises et la disposition des flottilles qui ont un impact sur les espèces objet de préoccupations, relevant de l'ICCAT, ainsi que sur les espèces écologiquement voisines. A ce titre, la Commission devrait entreprendre des actions visant à intensifier et à améliorer les programmes d'observateurs scientifiques, les programmes d'échantillonnage, les programmes de marquage et les programmes de recherche pour répondre à ces exigences.
- En attendant qu'une approche d'EBFM exhaustive puisse être mise en œuvre, la Commission devrait envisager de mettre en œuvre la gestion de précaution comme la meilleure pratique pour aborder, dans la mesure du possible, les préoccupations écosystémiques non prises en compte.

Fonctionnement de la Commission

- Prendre des mesures provisoires en vue d'accroître la participation des Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes.
- Etablir un projet pilote aux fins de l'utilisation de la matrice de stratégie de Kobe II.

- Développer des mécanismes visant à inclure les analyses socioéconomiques à la prise de décisions.
- Envisager la réorganisation des Sous-commissions 2 et 3 et envisager l'établissement d'une nouvelle Sous-commission 5 pour les requins et les espèces associées.
- Continuer les travaux sur la capacité, y compris au sein du Groupe de travail sur la capacité, et étendre notamment son champ d'application au-delà des pêcheries de thon rouge.
- Continuer les travaux sur le MCS, y compris au sein du Groupe de travail sur le suivi intégré, en mettant notamment l'accent sur l'adoption et la mise en œuvre des mesures du ressort de l'Etat du port, compte tenu de la finalisation du texte à la FAO, ainsi que les programmes d'observateurs.
- Poursuivre les travaux relatifs aux programmes de documentation des captures et aux autres mesures commerciales.
- Interdire l'accumulation des reports.
- Adopter des recommandations qui consolident toutes les mesures existantes applicables à une question.
- L'ICCAT et ses membres devraient s'engager pleinement dans les Ateliers de Kobe II prévus pour 2010, étant donné qu'ils traiteront de questions essentielles pour le renforcement de l'ICCAT.

Renforcement des capacités et assistance aux Etats en développement

- Entreprendre une étude exhaustive des programmes de renforcement des capacités et d'assistance existant au sein de l'ICCAT.
- Envisager de procéder à une étude visant à identifier les besoins en matière de renforcement des capacités parmi les membres de l'ICCAT.
- Développer une stratégie coordonnée aux fins des programmes de renforcement des capacités et d'assistance de l'ICCAT.

Comité d'Application

- Sur la base de la réunion intersession du Comité d'Application de 2009, continuer à améliorer le fonctionnement du Comité, y compris le développement de mécanismes visant à aider le Président du Comité et à garantir la transparence et un processus pertinent pour la soumission et l'examen de l'information.
- Ternir des sessions supplémentaires du Comité d'Application à des dates distinctes de la réunion annuelle de la Commission.

Sous-commissions

- Examiner les recommandations et les conclusions pertinentes issues de l'évaluation des performances aux fins de possibles développements de Recommandations de l'ICCAT, ou fournir une explication détaillée pour toute décision de ne pas entreprendre des actions vis-à-vis de toute recommandation, aux fins d'examen par la Commission.

SCRS

- Examiner les recommandations et les conclusions pertinentes issues de l'évaluation des performances aux fins de possible mise en œuvre, ou fournir une explication détaillée pour toute décision de ne pas entreprendre des actions vis-à-vis de toute recommandation, aux fins d'examen par la Commission.

Appendice 5

GESTION DES PÊCHERIES BASÉE SUR L'ÉCOSYSTÈME

Le Comité de l'évaluation des performances a recommandé que la Commission envisage la nécessité d'adopter l'approche écosystémique, ou la gestion basée sur l'écosystème, de façon plus formelle et systématique. Il est généralement reconnu que la gestion des pêcheries basée sur l'écosystème (EBFM) n'est, pour le moment, pas bien définie et donne lieu à de nombreuses interprétations. Il est aussi généralement reconnu que la tâche de progresser vers une EBFM sera difficile et nécessitera de nouveaux investissements considérables en matière de suivi à long terme, avec d'autres moyens que simplement les données sur les pêcheries.

L'amélioration de la gestion en vue de tenir compte des effets écologiques et écosystémiques impliquera un suivi et une recherche bien plus élargis, l'amélioration de la compréhension des interactions entre les flottilles, des poissons qu'elles capturent, des prédateurs et des proies des espèces capturées ainsi que la compréhension des coûts et des bénéfices des différentes alternatives de gestion.

Des fonds et des ressources considérables supplémentaires, visant à apporter un soutien au suivi et à la recherche au sein des CPC, seront indispensables pour réaliser ces travaux. Les bénéfices attendus de l'EBFM incluent l'incorporation explicite des objectifs sociétaux dans la gestion des pêcheries, des productions plus stables et prévisibles à long terme ainsi que le maintien de biens et de services de l'écosystème à l'avenir (Marasco *et al.* 2007)*.

Même s'il est prévu que la mise en œuvre, l'expérimentation et l'adaptation de l'EBFM nécessiteront de nombreuses années ainsi que des investissements considérables en matière de recherche et de collecte des données, il existe des moyens de progresser. Le Groupe de travail sur le futur de l'ICCAT recommande :

1. La Commission devrait entreprendre l'identification d'une gamme plus complète d'objectifs pour les composantes écosystémiques de la zone de la Convention affectées par les flottilles, notamment ceux liés aux préoccupations qui vont au-delà des espèces cibles et elle devrait les rendre opérationnels.
2. Le SCRS devrait alors utiliser les modèles qui incluent les meilleures connaissances de la dynamique de l'écosystème, qui tiennent compte des objectifs identifiés pour déterminer les lacunes critiques en matière de données ainsi que des processus écologiques, et orienter la recherche et la collecte des données nécessaires aux fins de l'expérimentation et de la mise en œuvre de l'EBFM.
3. Il est évident que les demandes de données pour une totale mise en œuvre de l'EBFM sont plus intenses que pour les approches de gestion des pêcheries ciblant une seule espèce, mais tant que les investissements et la recherche nécessaires ne seront pas réalisés, il ne sera pas possible de savoir

* Richard J. Marasco, Daniel Goodman, Churchill B. Grimes, Peter W. Lawson, Andre E. Punt, and Terrance J. Quinn II. 2007. Ecosystem-based fisheries management: some practical suggestions. *Can. J. Fish. Aquat. Sci.* **64**: 928–939

quels sont les instruments de gestion optimaux et leurs exigences en matière de données pour l'EBFM. Toutefois, il est fondamental, au moins, de disposer d'informations détaillées exhaustives sur la composition des prises et la disposition des flottilles qui ont un impact sur les espèces objet de préoccupations, relevant de l'ICCAT, ainsi que sur les espèces écologiquement voisines. A ce titre, la Commission devrait entreprendre des actions visant à intensifier et à améliorer les programmes d'observateurs scientifiques, les programmes d'échantillonnage et les programmes de recherche pour répondre à ces exigences.

4. En attendant qu'une approche d'EBFM exhaustive puisse être mise en œuvre, la Commission devrait envisager de mettre en œuvre la gestion de précaution comme la meilleure pratique pour aborder, dans la mesure du possible, les préoccupations écosystémiques non prises en compte.

Appendice 6

PROJET: PRINCIPES DE LA PRISE DE DÉCISIONS SUR DES MESURES DE CONSERVATION ET DE GESTION COMPTE TENU DES OBJECTIFS DE L'ICCAT

1 Prises maximales soutenables (également appelées « Production Maximale Equilibrée » (PME), critères de détermination de l'état et points de référence)

Pour chaque stock géré, l'ICCAT devrait spécifier la PME, les critères de détermination de l'état du stock (par exemple, quand la surpêche est en train de se produire et quand un stock est surpêché), ainsi que les points de référence de conservation et de gestion.

La PME n'est pas un concept statique. C'est une estimation de la prise moyenne à long terme qui peut être prélevée d'un stock compte tenu des conditions écologiques et environnementales actuelles et des caractéristiques des pêcheries (par exemple sélectivité des engins, localisation des activités de pêche et distribution des captures entre les flottilles). La PME devrait être réestimée autant que de besoin [à des intervalles périodiques?] pour tenir compte des changements survenant dans les conditions écologiques et environnementales et les caractéristiques des pêcheries.

La PME devrait prendre en considération les prises de poissons retenues à toute fin ainsi que la mortalité des poissons rejetés. Les interactions d'un stock avec d'autres espèces dans l'écosystème devraient être prises en compte dans la mesure du possible.

Les points de référence de conservation ("limite") devraient être utilisés pour fixer des limites qui sont destinées à maintenir l'exploitation à des limites biologiquement sûres permettant aux stocks de produire la PME. Les points de référence de gestion ("cible") devraient être utilisés pour atteindre les objectifs de gestion.

2. Meilleure information scientifique disponible et approche de précaution

La PME et les mesures de conservation et de gestion devraient se baser sur la meilleure information scientifique disponible au moment de la décision.

L'absence d'information scientifique adéquate ne devrait pas être utilisée comme une raison pour surseoir ou ne pas entreprendre les mesures de conservation et de gestion qui sont nécessaires. L'ICCAT devrait faire preuve de davantage de prudence lorsque les informations ne sont pas certaines, fiables ou pertinentes.

Lors de la réalisation des évaluations des stocks et du développement de mesures de conservation et de gestion, l'ICCAT devrait prendre en considération les incertitudes liées à la taille et à la productivité des stocks, les points de référence, la situation des stocks par rapport à ces points de référence, les niveaux et la distribution de la mortalité par pêche, l'impact des activités de pêche sur les espèces non-ciblées, associées ou dépendantes et les conditions océaniques, environnementales, et socioéconomiques existantes et prévues.

Les points de référence devraient être spécifiques à chaque stock et tenir compte de la capacité de reproduction, de la résistance de chaque stock et des caractéristiques des pêcheries qui exploitent le stock, ainsi que d'autres sources de mortalité et des principales sources d'incertitude. Les incertitudes scientifiques et liées à la gestion devraient également être prises en considération.

Lorsque les données nécessaires pour déterminer les points de référence font défaut ou sont insuffisantes, des points de référence provisoires (ou indices approchants raisonnables) devraient être utilisés, sur la base de la meilleure information scientifique disponible.

3. Prise de décision sur les mesures de conservation et de gestion

Des mesures de conservation et de gestion devraient être élaborées en vue de maintenir ou de rétablir les stocks à des niveaux susceptibles de permettre d'obtenir la PME.

Les stratégies de gestion devraient viser à maintenir ou à rétablir les stocks à des niveaux conformes aux points de référence convenus. L'ICCAT devrait adopter des mesures de conservation et de gestion qui entreraient immédiatement en vigueur lorsque les points de référence sont atteints.

Les stratégies de gestion devraient garantir que le risque de dépasser les points de référence limites est très faible. Les mesures devraient avoir au moins une probabilité de 50% d'atteindre les objectifs de conservation et de gestion pour le stock. Des probabilités supérieures devraient être utilisées, le cas échéant, pour faire face aux incertitudes quant au fait de savoir si les conditions actuelles persisteront pendant toute la période d'une mesure de gestion.

Si un stock tombe, ou risque de tomber, en deçà d'un point de référence limite, des mesures de conservation et de gestion devraient être entreprises pour aider au rétablissement du stock. Les stratégies de gestion veillent à ce que les points de référence cibles ne soient pas dépassés en moyenne.

Le taux de mortalité par pêche qui permet d'obtenir la PME devrait être considéré comme une norme minimum pour les points de référence limites.

Pour les stocks qui font l'objet d'une surpêche, des mesures de conservation et de gestion devraient être élaborées afin de mettre immédiatement un terme à la surpêche.

Pour les stocks surexploités, la biomasse qui permettrait d'obtenir la PME pourrait servir d'objectif de rétablissement. L'ICCAT devrait spécifier un délai de rétablissement aussi bref que possible, au vu de l'état et de la biologie des stocks et des considérations socioéconomiques et écosystémiques.

Pour les stocks qui ne font pas l'objet de surpêche ou qui ne sont pas surpêchés, les stratégies de gestion veilleront à ce que la mortalité par pêche ne dépasse pas celle qui correspond à la PME et que la biomasse ne tombe pas en deçà d'un seuil préétabli.

Les décisions de l'ICCAT devraient se baser sur l'avis scientifique du SCRS. Si une CPC propose une mesure qui n'est pas compatible avec l'avis du SCRS, l'ICCAT ne devrait pas adopter ladite mesure, à moins que la CPC n'explique pourquoi elle ne se conforme pas à l'avis du SCRS et quelle est la probabilité que la proposition atteigne les objectifs de conservation et de gestion pour le stock.

SUGGESTIONS POUR DES AMÉLIORATIONS DU PROCESSUS DU COMITÉ D'APPLICATION EN VERTU DES RECOMMANDATIONS #5 ET #8

Groupe de travail sur l'application

Compte tenu du niveau de travail requis pour analyser les informations et élaborer les rapports pour la réunion annuelle, les CPC devraient envisager d'apporter une assistance au Président du Comité d'Application par le biais d'un Groupe de travail sur l'application. Les options pour l'établissement de ce Groupe de travail pourraient inclure l'élection d'un ou de deux vice-présidents, la formation d'un petit groupe de travail composé de délégués des CPC connaissant bien les informations d'application (collaborateurs du Président), le recrutement de personnel additionnel au sein du Secrétariat de l'ICCAT, ou le recrutement de consultants indépendants disposant des connaissances et de l'expérience des pêcheries de l'ICCAT. Le budget de cette activité serait débattu par le STACFAD et décidé par la Commission à l'occasion de sa réunion de 2009. Sur la base de l'évaluation du budget et de la décision favorable de la Commission, l'approche préférée pour obtenir l'assistance d'experts (délégués des CPC, personnel du Secrétariat ou consultants) serait décidée à la réunion de l'ICCAT de 2009 et les travaux débuteraient en 2010. Entre-temps, le Secrétariat poursuivrait les travaux avec le Président du Comité d'Application en vue de développer des présentations et des analyses plus faciles à utiliser qui soumettraient des informations au Comité d'Application et faciliteraient ses travaux.

Le rôle du Groupe de travail consisterait à compiler et à analyser les informations provenant de différentes sources, y compris :

- Les bases de données de l'ICCAT élaborées d'après les informations soumises par les CPC.
- Les données pertinentes des CPC (données des livres de bord, données des observateurs et données commerciales par exemple) qui ne sont actuellement pas soumises à des exigences de soumission à l'ICCAT. Le Groupe de travail solliciterait formellement ces données afin de vérifier les déclarations à l'ICCAT ou de clarifier toutes les questions ou préoccupations formulées par le Groupe de travail. Des accords de confidentialité pourraient être requis.
- D'autres sources appropriées (par exemple, sources publiques ou sources de tierces parties).

Sur la base de l'analyse de cette information, le Groupe de travail noterait, pour chaque CPC, les potentiels manquements à la mise en œuvre des mesures de conservation (niveaux de quotas, limites de taille minimum, fermetures spatio-temporelles, etc.), les problèmes liés à la déclaration des données requises, ou les insuffisances en ce qui concerne les activités de suivi et de contrôle. Les résultats de l'analyse réalisée par le Groupe de travail seraient partagés avec la CPC concernée avant la réunion du Comité d'Application. Les CPC auraient alors l'occasion de soumettre des informations à même de clarifier ou de réfuter les préoccupations identifiées. Un document révisé, incluant les réponses des CPC, serait utilisé comme base de l'examen systématique de l'application par chaque CPC à la réunion annuelle du COC.

Programme de sanctions et mesures incitatives

Etant donné qu'il est nécessaire d'améliorer l'application des mesures de l'ICCAT, le Comité d'Application devrait développer un programme de sanctions. Ce programme de sanctions créerait des catégories d'insuffisances d'application en termes de l'impact négatif potentiel sur les programmes de gestion de l'ICCAT. Ce programme de sanctions spécifierait également les sanctions appropriées pour

chaque catégorie. Les sanctions devraient être conçues de telle sorte à inciter à l'amélioration de l'application et devraient tenir compte des besoins aux fins du renforcement des capacités. Ces sanctions pourraient inclure des réductions de quotas ou d'allocations, des mesures commerciales, des limites pour les flottilles, des exigences spéciales en matière de déclaration, un suivi indépendant ou d'autres sanctions. Une fois adopté par la Commission, ce programme de sanctions servirait d'orientation pour que le Comité d'Application l'applique à chaque CPC, après la réalisation de l'examen systématique de l'application. Lors de l'application du programme de sanctions, le Comité d'Application examinerait les actions que les CPC ont entreprises, ou entreprendront, dans le cadre de leurs autorités nationales d'exécution dans l'exercice de leurs responsabilités en tant qu'Etat de pavillon, Etat du port ou Etat de marché, ainsi que les actions entreprises par les CPC aux fins du renforcement des capacités en matière d'exécution et de collecte des données. Des mesures incitatives positives aux fins de la transparence et d'une bonne application devraient également être développées.

Réunion du COC tenue séparément

Compte tenu du temps considérable nécessaire pour réaliser un examen systématique de chaque CPC, la réunion du COC devrait se tenir à des dates différentes de celles de la réunion annuelle de la Commission, et avant celle-ci. La sélection des dates de réunion devrait tenir compte du temps nécessaire aux fins de la compilation des données et de la réalisation des analyses, en particulier pour les données soumises jusqu'au 31 juillet, tel que cela est requis en vertu des procédures de l'ICCAT. En outre, la programmation de la réunion devrait envisager de réduire les frais de voyage en vue de garantir la participation de toutes les CPC. Si la Commission le juge nécessaire, des réunions intersessions extraordinaires du Comité d'Application pourraient être programmées afin de traiter des préoccupations particulières relatives à la gestion de certaines espèces ou à la mise en œuvre de programmes de suivi spécifiques.

Les résultats des délibérations du COC, y compris la détermination de non-application et de sanctions pertinentes, seraient renvoyés à la session plénière de la réunion annuelle. Si du temps supplémentaire était nécessaire pour les discussions, à la réunion annuelle, des sessions spécifiques pourraient être programmées aux fins de la poursuite des délibérations du COC.

Appendice 8

LISTE INDICATIVE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE D'EVALUATION DES PERFORMANCES AUX FINS D'EXAMEN PAR LES SOUS-COMMISSIONS

Les éléments ci-après sont extraits du rapport du Comité de l'évaluation des performances de l'ICCAT. Dans tous les cas, dans les conclusions et recommandations extraites du rapport, le terme « Comité » se réfère au Comité de l'évaluation des performances en lui-même et non à une Sous-commission de gestion des stocks de l'ICCAT.

Sous-commission 1

23. Le Comité est préoccupé par les faibles connaissances et le peu d'informations qui semblent exister sur le listao. Le Comité estime que les pêcheries de listao devraient être gérées de façon à ne pas provoquer d'inquiétudes de conservation pour d'autres espèces, notamment d'autres espèces thonières.
26. Compte tenu de la diminution régulière des prises d'albacore, le Comité est surpris que des évaluations de stocks ne soient pas réalisées plus fréquemment.

35. Le Comité recommande que l'ICCAT développe et adopte des mesures plus effectives visant à traiter les captures des petits albacores, notamment des réglementations plus strictes et un recours limité aux DCP sur le littoral ouest-africain.
36. Le Comité recommande que des mesures plus effectives soient développées et adoptées afin de traiter les prises de petits thons obèses, y compris une réglementation plus stricte sur l'utilisation des DPC ; que les efforts se poursuivent afin d'améliorer les délais de soumission et l'exactitude des données de la Tâche I et de la Tâche II ; que l'ICCAT continue à suivre rigoureusement l'avis scientifique s'agissant d'établir le total des prises admissibles dans la pêcherie afin que le stock ait une grande probabilité de se maintenir au-dessus de B_{PME} ; et si l'activité palangrière augmente en réponse à la demande, que ceci soit immédiatement pris en compte dans les décisions de gestion.
37. Le Comité constate que comme les prix du listao tournent autour de \$2.000 par tonne, les stocks de cette espèce vont connaître une pression encore plus forte et l'ICCAT n'aura mis en place aucune mesure visant à gérer les prises additionnelles. Ceci ne semble pas être une démarche saine pour la gestion de cette pêcherie.

Sous-commission 2

19. Pour le germon, le Comité recommande une diminution des prises du stock Nord de façon à ce que la mortalité par pêche soit conforme à F_{PME} . Le Comité recommande en outre que davantage d'information soit recueillie pour le germon de la Méditerranée et qu'une évaluation soit menée le plus tôt possible.
20. Pour le thon rouge, le Comité conclut que les objectifs de la Commission sont loin d'être atteints.
38. Le Comité recommande que toute la pêche de thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée soit immédiatement suspendue jusqu'à ce que les CPC participant à ces pêcheries, leurs ressortissants et les compagnies opérant dans leurs eaux, s'engagent à respecter intégralement les réglementations et les recommandations de l'ICCAT ainsi que le droit de la mer international. Le Comité estime que cette décision est la seule façon d'arrêter la poursuite de ce que les observateurs et d'autres CPC considèrent comme un simulacre de gestion des pêcheries.
39. Le Comité recommande en outre que la suspension ne soit levée que lorsque les CPC de l'ICCAT auront adopté des mesures conformes aux décisions de l'ICCAT et que les CPC individuelles pourront démontrer qu'elles peuvent contrôler et déclarer leur capture. Alternativement, l'ICCAT pourrait mettre en œuvre un régime complet d'audit et d'inspection basé au Secrétariat pour la pêche de thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée.
40. De surcroît, le Comité recommande que l'étendue et les conséquences des échanges entre les stocks de l'Atlantique Est et Ouest soient complètement évaluées à titre prioritaire, et que, si nécessaire, de nouvelles études sur le terrain et un programme de recherche soient menés afin de mieux comprendre les schémas migratoires et reproductifs. Les fondements de la gestion devraient être conformes aux résultats de ces recherches dès que les résultats seront disponibles. Cette recommandation ne devra en aucune façon être utilisée pour servir d'excuse au manque d'action par rapport à la première recommandation ; il s'agit de recherche supplémentaire.
41. Le Comité recommande, en outre, que l'ICCAT envisage une fermeture immédiate de toutes les zones de frai connus du thon rouge, du moins pendant les périodes de frai connues.
46. Conformément aux recommandations relatives aux pêcheries de thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée, le Comité recommande que, en ce qui concerne l'élevage du thon rouge, toute la pêche de thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée soit immédiatement suspendue jusqu'à ce que toutes les CPC prenant part aux activités d'élevage développent et mettent en œuvre

les contrôles nécessaires pour efficacement contrôler, suivre et déclarer la capture, transférer et emboucher le thon rouge dans le cadre des opérations d'engraissement réalisées en Méditerranée. Les nouvelles mesures devant être prises devraient inclure : l'adoption des dispositions sur l'élevage énoncées dans la [Rec. 06-07] ; le développement de systèmes vérifiables cohérents destinés à faire un suivi du nombre et du poids des poissons transférés dans les cages d'embouche ; l'utilisation de vérificateurs indépendants chargés de vérifier aléatoirement des opérations d'engraissement avec des représentants des CPC ; une documentation complète de la capture et de la commercialisation ; et l'établissement d'un régime strict de sanctions qui serait appliqué aux ressortissants ou aux sociétés qui enfreindraient les dispositions relatives à l'engraissement.

Sous-commission 4

21. Tout en reconnaissant les difficultés que pose la collecte de données fiables sur les makaires et les voiliers, notamment lorsqu'ils sont capturés comme espèces accessoires relativement rares dans les pêcheries ciblant principalement d'autres espèces, le Comité estime que la tâche de conserver toutes les espèces relevant du mandat de l'ICCAT implique l'obligation de recueillir et de diffuser les informations pertinentes en vue d'évaluer l'état des ressources et l'effet de l'exploitation sur celles-ci.
22. Pour les voiliers, il serait prudent de stabiliser ou de réduire la mortalité par pêche, mais en raison du manque d'informations, il est difficile de quantifier la réduction qui pourrait être nécessaire.
24. Le Comité constate que le fait de recommander un TAC de 14.000 t pour l'espadon de l'Atlantique Nord, alors que la PME est estimée à 14.100 t, laisse très peu de marge pour les incertitudes dans l'évaluation et les erreurs de mise en œuvre.
25. Le Comité estime que les pêcheries d'espadon en Méditerranée ont besoin d'une gestion plus coordonnée afin d'atteindre l'objectif de la Commission. Le succès apparent des initiatives de gestion antérieures dans l'Atlantique Nord devrait fournir suffisamment d'encouragements pour que la Commission et les CPC agissent de façon décisive dans la gestion des pêcheries d'espadon de la Méditerranée.
27. Le Comité constate avec beaucoup d'inquiétude que trois ans après l'entrée en vigueur de la [Rec. 04-10] en vertu de laquelle les CPC étaient tenues de déclarer leurs données de la Tâche I et de la Tâche II sur les requins, conformément aux procédures de déclaration des données de l'ICCAT, y compris des données historiques disponibles, la plupart des Parties ne respectent toujours pas la Recommandation. Le Comité recommande que les CPC respectent immédiatement les termes de la [Rec. 04-10].
42. Le Comité voit avec préoccupation l'état des stocks de makaire bleu et de makaire blanc. Le Comité estime que la [Rec. 06-09] pourrait être renforcée si des données améliorées étaient immédiatement transmises au SCRS. Le Comité constate avec inquiétude qu'il risque de ne pas y avoir suffisamment de données pour la prochaine évaluation des stocks (prévue pour 2010), ce qui ne permettra pas d'évaluer en toute confiance la taille et l'état des stocks. La [Rec. 06-09] devrait être examinée de façon à ce qu'une évaluation et des décisions effectives soient prises et mises en œuvre en ce qui concerne ces stocks avant 2010 au plus tard.
43. Le Comité est préoccupé par la gestion des pêcheries d'espadon de la Méditerranée, et il recommande que la mise en œuvre de la [Rec. 07-01] soit suivie de près et, si nécessaire, que la Commission prenne, à sa réunion de 2008, des décisions visant à réduire les prises à des niveaux conformes à l'avis scientifique ; que la pêche au filet dérivant et au filet maillant cesse immédiatement dans la Méditerranée ; et que les CPC de la Méditerranée interviennent immédiatement afin d'améliorer la qualité et la ponctualité des données fournies à l'ICCAT sur cette espèce.

45. Le Comité craint que, compte tenu de la situation actuelle en ce qui concerne les données et l'application, on pourrait tirer la conclusion selon laquelle certaines Parties à l'ICCAT ont du mépris pour les résolutions et les recommandations relatives à la gestion des requins et des prises accessoires de requins et à la transmission des données y relatives. Le Comité recommande que les CPC de l'ICCAT prennent immédiatement au sérieux la gestion des pêcheries de requins et des prises accessoires de requins et mettent en œuvre et appliquent les recommandations et les résolutions de l'ICCAT visant à fournir des données exactes et fiables au SCRS.

En outre, les Recommandations ci-après formulées par l'évaluation des performances devraient être examinées par toutes les Sous-commissions, étant donné qu'elles pourraient être applicables à la gestion de multiples espèces relevant de l'ICCAT.

47. Le Comité recommande fortement que l'ICCAT mette immédiatement fin à la pratique du report des allocations non-capturées dans toutes les pêcheries.

48. Le Comité recommande que pour toutes les pêcheries relevant de l'ICCAT, la capacité de pêche soit immédiatement ajustée afin de refléter les opportunités de pêche ou les allocations de quota.

51. Le Comité recommande que le SCRS s'efforce de fournir un avis simple, succinct et convivial aux gestionnaires des pêcheries et aux mandataires de la Commission sur l'état des stocks de l'ICCAT et sur les effets escomptés des éventuelles mesures de gestion ; que les Parties contractantes de l'ICCAT révisent leurs recommandations de gestion actuelles afin de s'assurer qu'elles s'alignent sur l'évaluation scientifique actuelle de l'état des stocks ; et que l'ICCAT examine sérieusement la structure et la base de son cadre de prise de décisions, notamment en ce qui concerne la gestion des pêcheries. Il conviendrait d'adopter un cadre de prise de décisions qui oriente le résultat des décisions et impose une discipline aux CPC, conformément aux objectifs de l'ICCAT.

52. Le Comité recommande que, une fois les critères d'allocation élaborés en vertu des recommandations antérieures et convenus, les allocations actuelles devraient être révisées et soit confirmées, soit amendées ; que l'ICCAT devrait envisager d'autoriser l'achat et le transfert de quota des membres existants aux nouveaux membres, comme méthode visant à encourager l'application et l'entrée de nouveaux membres ; et que toute future allocation à de nouveaux membres devrait être équitablement négociée et les critères convenus devraient être strictement appliqués. Dans le cadre de l'examen des allocations actuelles, les paragraphes 2, 16, 17 et 18 de la [Réf. 01-25] devraient être appliqués et les Parties dont on sait qu'elles ne respectent pas leurs obligations devraient voir leurs allocations diminuer jusqu'à ce qu'elles appliquent ces dispositions.

55. Le Comité a noté l'importance du secteur de la pêche sportive et récréative ainsi que l'intérêt manifesté par ce secteur pour lui fournir des informations (sur les huit documents reçus, deux provenaient du secteur de la pêche sportive). Le Comité a constaté avec inquiétude que le Groupe de travail sur la pêche sportive et récréative qui devait se réunir en 2007 ou au début de 2008 ne se réunira pas avant 2009.

56. Le Comité recommande que les CPC de l'ICCAT prennent au sérieux cette question et que, lors des futures délibérations de l'ICCAT sur la gestion des pêcheries, elles incluent davantage le secteur de la pêche sportive et récréative. Tandis que les ORGP ont été établies essentiellement pour gérer les pêcheries commerciales, les « véritables intérêts » de la pêche sportive et récréative précédaient les secteurs commerciaux dans certaines de ces pêcheries. En outre, les industries de la pêche sportive et récréative ont connu un tel essor qu'elles se sont converties en groupes de pression efficaces en leurs noms propres et une bonne politique publique suggérerait de les incorporer dans le processus de l'ICCAT.

**LISTE INDICATIVE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE
D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES AUX FINS D'EXAMEN PAR LE SCRS**

Les éléments ci-après sont extraits du rapport du Comité de l'évaluation des performances de l'ICCAT. Dans tous les cas, dans les conclusions et recommandations extraites du rapport, le terme « Comité » se réfère au Comité de l'évaluation des performances en lui-même et non à une Sous-commission de gestion des stocks de l'ICCAT.

19. Pour le germon, le Comité recommande une diminution des prises du stock Nord de façon à ce que la mortalité par pêche soit conforme à F_{PME} . Le Comité recommande en outre que davantage d'information soit recueillie pour le germon de la Méditerranée et qu'une évaluation soit menée le plus tôt possible.
26. Compte tenu de la diminution régulière des prises d'albacore, le Comité est surpris que des évaluations de stocks ne soient pas réalisées plus fréquemment.
28. Le Comité exhorte les CPC à communiquer au SCRS leurs données et expertise scientifique, de façon à ce que des progrès puissent être obtenus à court terme sur l'évaluation des effets des pêcheries relevant de l'ICCAT sur les oiseaux marins et les tortues.
29. Le Comité recommande que les CPC veillent à ce que les scientifiques participant aux activités du SCRS possèdent un bon équilibre entre les compétences quantitatives et les connaissances des pêcheries et de la biologie thonière.
30. Le Comité recommande que les CPC envoient des scientifiques, dotés d'une bonne formation et de bonnes connaissances, aux réunions du SCRS pour toutes les pêcheries auxquelles elles participent de façon considérable.
31. Le Comité recommande que les CPC recueillent des données précises sur la Tâche I et la Tâche II de toutes leurs pêcheries, en vertu des Protocoles de l'ICCAT, et qu'elles les déclarent en temps opportun au Secrétariat de l'ICCAT. Le Comité recommande de surcroît qu'il conviendrait d'envisager de modifier le programme d'observateurs de l'ICCAT en vue de recueillir ces données.
32. Le Comité recommande, à la prochaine réunion de la Commission, la suppression de la disposition de la [Rec. 07-08] selon laquelle les scientifiques du SCRS n'ont pas accès aux données du VMS qui ont moins de trois ans, et que l'on permette aux scientifiques du SCRS d'accéder immédiatement aux données actuelles du VMS.
33. Le Comité recommande que l'ICCAT identifie trois ou quatre lacunes en matière de connaissances prioritaires nécessitant d'être comblées et que des programmes scientifiques soient établis en vue de solutionner ces questions en temps opportun.
34. Le Comité recommande que pour les stocks pour lesquels la mortalité par pêche est estimée être proche de F_{PME} ou pour lesquels on prévoit que la biomasse est inférieure à B_{PME} ou qu'elle s'en approche, des programmes exhaustifs de marquage conventionnel devraient être élaborés et réalisés en vue d'estimer la mortalité par pêche et la biomasse de façon plus fiable.
40. De surcroît, le Comité recommande que l'étendue et les conséquences des échanges entre les stocks de l'Atlantique Est et Ouest soient complètement évaluées à titre prioritaire, et que, si

nécessaire, de nouvelles études sur le terrain et un programme de recherche soient menés afin de mieux comprendre les schémas migratoires et reproductifs. Les fondements de la gestion devraient être conformes aux résultats de ces recherches dès que les résultats seront disponibles. Cette recommandation ne devra en aucune façon être utilisée pour servir d'excuse au manque d'action par rapport à la première recommandation ; il s'agit de recherche supplémentaire.

49. Compte tenu des nombreuses références, recommandations et résolutions contenues dans le Recueil de l'ICCAT en ce qui concerne les améliorations à apporter à la collecte des données, le Comité a du mal à formuler une recommandation susceptible de changer quoi que ce soit. Le Comité est fermement convaincu que : cette insuffisance de déclaration doit cesser immédiatement ; les CPC doivent recueillir et déclarer les données de la Tâche I et de la Tâche II en temps opportun et dans les délais impartis ; les efforts devraient se poursuivre en vue de renforcer la capacité des CPC en développement et améliorer la déclaration des CPC développés ; et les CPC qui manquent systématiquement à leurs obligations devraient faire l'objet d'un régime de sanctions approprié. Un tel régime devrait être sévère et exécutable.

51. Le Comité recommande que le SCRS s'efforce de fournir un avis simple, succinct et convivial aux gestionnaires des pêcheries et aux mandataires de la Commission sur l'état des stocks de l'ICCAT et sur les effets escomptés des éventuelles mesures de gestion ; que les Parties contractantes de l'ICCAT révisent leurs recommandations de gestion actuelles afin de s'assurer qu'elles s'alignent sur l'évaluation scientifique actuelle de l'état des stocks ; et que l'ICCAT examine sérieusement la structure et la base de son cadre de prise de décisions, notamment en ce qui concerne la gestion des pêcheries. Il conviendrait d'adopter un cadre de prise de décisions qui oriente le résultat des décisions et impose une discipline aux CPC, conformément aux objectifs de l'ICCAT.